Embajada del Reino de Marruecos
Madrid

سفارة المملكة المغربية
مدريد

04 Cry - Mad - 2P

Madrid, le 10 janvier 2014

CONFIDENTIEL

A
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération
-Cabinet-

Objet : Démarche au sujet de la question du Sahara marocain et l'UA.
Réf. : V/L n° 1057/cab/13p, du 28/12/2013
M/L n° 001/cry/mad/2p, du 03/01/14

Suite aux correspondances citées en référence, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je viens d'être reçu, à ma demande, cette fin d'après-midi, par le Directeur Général de la Politique Extérieure et Question Multilatérales, Globales et de Sécurité, M. Ignacio Ybáñez Rubio, au MAEC espagnol.

Après avoir écouté mon exposé sur les préoccupations du Maroc quant aux manœuvres de l'actuelle présidente de la Commission de l'Union Africaine visant à entraver le processus onusien, M. Ybañez a affirmé que la position de son pays sur cette question était claire, ferme et constante, telle qu'elle a été réitérée à M. le Ministre par son homologue espagnol, le 16 décembre 2013, en marge du Conseil d'Association Maroc-UE. L'Espagne, a-t-il dit, s'est investie dans le processus onusien, qui bénéficie de l'appui de la communauté internationale, et qu'il lui appartient ainsi qu'aux autres membres du groupe des amis du Secrétaire Général de l'ONU et ceux du Conseil de Sécurité, de le préserver de toute tentative de déviation ou d'interférence.

105

Le MAEC espagnol, M. José Manuel Garcia-Margallo, qui se déplacera à Addis-Abeba, vers la fin du mois courant pour, notamment, défendre la candidature espagnole au Conseil de Sécurité de l'ONU, s'attend, selon M. Ybanez, à ce que la question du Sahara marocain soit soulevée par Mme. Zuma avec qui le Ministre espagnol aura un entretien. M. Ybañez a assuré que son Ministre maintiendra la même position lors de sa rencontre avec la présidente de la Commission de l'UA.

Enfin, le responsable espagnol, s'est dit convaincu que la meilleure manière de barrer la route à ceux qui prétendent interférer dans le processus onusien, est de faire en sorte que la communauté internationale puisse commencer à percevoir un progrès dans le déroulement de ce processus.

Le Chargé d'Affaires a.i.
Badreddine ABD EL MOUMNI